

Délibération n° 2017-04-06/23

Objet : Actualisation des indemnités pour l'exercice des fonctions des élus locaux

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
VILLE DE PEROLS  
CONSEIL MUNICIPAL DU 6 AVRIL 2017

L'an deux mille dix-sept, le six avril,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 31 mars 2017, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

**Présents :** J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - M. Pellet - J.M Malek - P. Nivesse - O. Boudet - B. Rodriguez - S. Riscal - A. Conesa - F. Boyer - J.M Leindeckers - B. Deltour - G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève - C. Prost - A. Jamet - B. Lledo - I. Gianiel

**Absents représentés :** J. Taverne excusée pouvoir à X. Mirault - C. Moreteau excusée pouvoir B. Rodriguez - G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - M. Litton excusé pouvoir à J.M Malek - R. Casas Mateu excusé pouvoir à F. Bertouy - S. Waselynck excusé pouvoir à A. Jamet.

---

***Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines et à l'emploi, rapporte :***

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2123-20 à L.2123-24 et R2123-23,

Considérant que l'article L.2123-23 du Code général des collectivités territoriales fixe des taux maxi de l'enveloppe des indemnités par strate de commune et qu'il y a lieu de ce fait de déterminer le taux des indemnités de fonction allouées au Maire de la Commune,

Considérant que l'article L.2123-24 du Code général des collectivités territoriales fixe des taux maxi de l'enveloppe des indemnités par strate de commune et qu'il y a lieu de ce fait de déterminer le taux des indemnités de fonction allouées aux Adjointes au Maire de la Commune,

Considérant que l'article L. 2123-24-1 du Code général des collectivités territoriales fixe le taux maximum des indemnités pouvant être versées aux conseillers municipaux pour l'exercice effectif de leur fonction,

Considérant la note d'information préfectorale N° ARCB1632021C du 15 mars 2017 relative à la revalorisation au 1<sup>er</sup> février 2017, des montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des élus locaux en application :

- Du relèvement de la valeur du point d'indice prévu par le décret n° 2016-670 du 25 mai 2016 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation, publié au journal officiel de la République française du 26 mai 2016 ;
- Du nouvel indice brut terminal de la fonction publique prévu par le décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 portant modification du décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique et du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation, publié au Journal officiel de la République française du 27 janvier 2017,

Considérant que le nombre d'habitants en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017 est de 9224, le montant maximal de l'enveloppe des indemnités de fonction du Maire, des Adjoints et des Conseillers Municipaux est égal au total de l'indemnité maximale du maire (55 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique), et du produit de 22 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique par le nombre d'adjoints,

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- ✦ approuver le versement mensuel des indemnités de fonction des Elus locaux selon les modalités suivantes :
  - A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le montant des indemnités de fonction du maire et des adjoints et conseillers municipaux titulaires d'une délégation est, dans la limite de l'enveloppe définie ci-dessus, fixé aux taux suivants :
    - Maire : 55 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
    - Adjoints au Maire : 21 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
    - Conseillers Municipaux délégués : 6 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
  - Les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires.
- ✦ dire que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 22 voix (5 contre : C. Germain – A. Estève – C. Prost - B. Lledo - I. Gianiel ; 2 abstentions : A. Jamet – S. Waselynck).

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 6 avril 2017  
Le Maire

Jean-Pierre RICO

